



Titre : FMI MAROC et Climat des Affaires et Attractivité



De l'optimisation des réformes structurelles

Publié le : 01.11.2011 | 17h56

L'actualité économique nationale de ces derniers jours aura été alimentée par les tenants et autres aboutissants du récent rapport de la Banque mondiale relatif à l'amélioration du climat des affaires. Les diagnostics, voire les prédictions du potentiel compétitif établis en la circonstance permettent de dire que le Royaume s'en sort plutôt bien. Du moins comparativement aux pays de la région MENA (Afrique du Nord et Moyen-Orient).

Aussi, s'associant ainsi FMI, la Banque mondiale considère-t-elle que le Maroc a entrepris des réformes structurelles profondes pour garantir un climat serein pour l'investissement dans le pays.

La dynamique engagée par le Royaume englobe l'environnement institutionnel et réglementaire, mais également l'accès au financement, le capital humain et les infrastructures. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Au niveau régional, le Royaume, à l'instar de la Turquie, en l'occurrence, continue de tenir la dragée haute à la concurrence. Grâce à la carte de la proximité, le Royaume a réussi à «maintenir à la hausse la tendance des investissements étrangers. Entre 2009 et 2010, les investissements français ont crû de 49 %, ceux de l'Espagne de 76 %, ceux des Émirats de 80 % et ceux de la Suisse de 38 %. Dans la foulée, le Maroc s'est même démarqué des autres pays du Maghreb et du Machreq en enregistrant la seule hausse significative du nombre de projets d'investissement direct étranger (IDE). Au premier semestre 2011, ces investissements étaient nettement en hausse avec 23 % par rapport au premier semestre 2010. Au passage, il y a lieu de préciser que, se voulant un «bon élève», soucieux de fluidifier son ouverture sur le système libéral international, le Maroc est très sensible à l'opinion que l'étranger se forge de lui et à l'image qu'il donne, tant en ce qui concerne le système judiciaire que le degré de lutte contre la corruption. En dépit de certaines limites méthodologiques, ces rapports permettent d'apprécier le rythme de conduite des réformes dans différents domaines, comparativement à la norme régionale. Grosso modo, on peut dire que les différents rapports témoignent des efforts entrepris dans le cadre macro-économique, du système financier, de l'ouverture de l'économie, de la facilité de création d'entreprises et des procédures douanières.



En prenant en considération le benchmark, le Maroc peut se targuer de ne pas être trop malmené par les jugements des différentes organismes internationaux.

Mais que l'on ne s'y méprenne surtout pas. Les percées enregistrées ici et là ne signifient pas pour autant que l'on puisse se permettre un quelconque «laisser-aller». Malgré des progrès réalisés dans quelques domaines, des contraintes subsistent encore qui entravent l'accomplissement de meilleures performances.

Comme souligné par des agences de notation, l'économie nationale connaît encore une relative fragilité sur certains segments, à l'exemple de la faible diversification des exportations pour lesquelles le Maroc a des difficultés à faire valoir les atouts compétitifs. Telle que perçue par d'autres aiguilleurs du ciel de la finance et de l'économie mondiale (Standards & Poor's, Coface, Fitch...), l'amélioration progressive du positionnement de l'économie nationale atteste de la nécessité de mettre le «turbo» au rythme de mise en œuvre des réformes.

En vérité, il reste beaucoup à faire pour le rétablissement du climat de confiance, sérieusement ébranlé par les bouleversements majeurs ayant secoué le voisinage immédiat du Maroc. L'enjeu est certes de taille. Cependant la nouvelle réforme constitutionnelle pourrait baliser le terrain à cette tendance. Il faut dire qu'en consacrant le choix irréversible de l'économie de marché, la réforme est beaucoup plus axée sur le respect des valeurs de la bonne gouvernance. En filigrane, elle garantit une concurrence libre et loyale dans les relations économiques. Cardinale, la démarche qu'elle sous-tend se veut être au service de l'économie marocaine. Introduisant la notion du développement humain durable (dignité humaine, éducation, santé, logement, emploi...), elle constituera, en cela, le véritable chantier de travail du prochain gouvernement.

Source : WEB Par Abdelali Boukhalef | LE MATIN